

Le problème n'est pas aussi simple qu'on le croit, car il se fait des échanges internationaux, et il faut assurer un équilibre commercial dans ce domaine. Le Japon achète plus au Canada que nous ne vendons à ce pays, mais il est illogique de laisser notre industrie textile s'anémier et son marché domestique diminuer, alors que nous dépensons des millions pour essayer de stimuler l'économie et de créer de nouvelles entreprises. Je crois qu'il serait sage d'essayer de conserver les industries que nous avons déjà, et je demande au gouvernement de prendre des dispositions visant à hausser le quota de la consommation canadienne qui est réservé à la production canadienne. Il se situe actuellement à 55 p. 100 dans l'ensemble, en comptant tous les produits. Il serait souhaitable qu'on le hausse au moins à 65 ou 70 p. 100.

Si l'on pouvait, quand on se propose d'établir des quotas, avertir l'industrie quelques années à l'avance, afin qu'elle sache à quoi s'en tenir et puisse préparer ses budgets d'investissement, sachant sur quelle sorte de marché elle peut compter, on lui rendrait un immense service. Au fait, on empêcherait au moins de mourir une industrie vigoureuse et toujours en éveil, qui a su recycler ses ouvriers et moderniser son outillage à temps.

Les autres, évidemment, seront toujours aux prises avec la loi de la jungle, «*The survival of the fittest*». Il y en aura toujours qui devront abandonner la partie comme c'est le cas de certains cultivateurs. Au fait, pendant que certains cultivateurs continuent à prospérer, d'autres font faillite, parce qu'ils ne savent pas se débrouiller avec les moyens qui sont à leur disposition.

J'aurais une autre requête à présenter au gouvernement. Au moment où ma région, celle de Trois-Rivières, sise au cœur du Québec, est sur le point de connaître un renouveau industriel considérable, grâce à sa désignation comme «zone spéciale», au moment où le gouvernement fédéral se dispose à nous accorder, à nous aussi, un parc national, alors que nous attendons les décisions d'un ministre à Québec qui est en train de «chercher les points et les virgules» quand c'est de millions que nous avons besoin pour assurer des emplois à nos gens, je désire faire remarquer au gouvernement que la société Air Canada a l'intention de mettre fin à son service quotidien à Trois-Rivières.

Et je voudrais m'opposer, au nom des conseils municipaux, des chambres de commerce et des hommes d'affaires de chez nous, et ce avec toute la vigueur possible, à cette décision d'Air Canada, car nous avons construit une piste de 6,000 pieds, très moderne, à l'intention spéciale d'Air Canada. La ville a bâti une aérogare qui est une des plus belles au Canada et dont l'architecture est probable-

ment la plus avant-gardiste. Le gouvernement a dépensé des sommes considérables pour établir le système électronique de la tour de contrôle afin de permettre l'atterrissage des gros avions.

On a fait beaucoup de sacrifices pour la société Air Canada. Cette société n'est pas justifiée, sous prétexte que l'exploitation n'est pas rentable, de supprimer ses vols quotidiens pour les raisons suivantes: d'abord, le gouvernement fédéral ainsi que la municipalité de Trois-Rivières ont investi des montants d'argent considérables afin qu'Air Canada vienne s'établir dans cette région. Ensuite, les bénéfices de cette société ne doivent pas être calculés simplement en fonction des billets qui sont achetés à Trois-Rivières. Enfin, il est certain que la société Air Canada attire une foule de gens de la région métropolitaine de Trois-Rivières, qui compte de 350,000 à 400,000 citoyens, à se rendre à Montréal par avion plutôt qu'en automobile, quand ils partent en vacances pour une, deux ou trois semaines.

Ce sont là des profits que la société Air Canada accumule, mais qui ne comptent pas dans le calcul qu'elle fait pour savoir si l'aérogare de Trois-Rivières est rentable ou non, alors qu'il faudrait les compter, car, autrement, les gens voyageront par Air France, Eastern Airlines ou CP Air. Il n'y a rien qui les oblige à voyager par Air Canada, mais le fait que cette société est chez nous les incite à avoir recours à ses services.

J'avoue moi-même que lorsque j'ai commencé à faire de longs voyages aériens, je voyageais à bord des appareils d'Air France avec beaucoup de plaisir, mais, aujourd'hui, mes amis et moi-même, lorsque nous voyagions en avion, c'est à bord des avions d'Air Canada.

La société Air Canada a contracté des obligations en raison des investissements du gouvernement. Elle a fait dans les aérogares étrangères une publicité dont elle bénéficie, parce qu'il s'agit d'une compagnie qui, dans une certaine mesure, est financée par le gouvernement fédéral. Elle devrait donc aider les régions désignées à prospérer en continuant de leur assurer son service.

Je demande à l'honorable ministre des Transports (M. Jamieson), comme à tout le cabinet, d'user de toute leur influence pour que la région de Trois-Rivières conserve son aéroport et qu'Air Canada continue à lui assurer son service quotidien. Il faudrait en plus dresser les horaires de façon qu'on puisse favoriser davantage les hommes d'affaires, par exemple, qui veulent établir une correspondance avec les lignes du Nord-Ouest québécois ou de l'étranger.